



**Séance ordinaire du 05 juin 2026**

Publié le 15 juin 2026

L'an deux mille vingt-six, le cinq juin à 18 heures, le Conseil Municipal, convoqué le vingt-neuf mai s'est réuni en séance ordinaire, salle du Conseil Municipal, sous la présidence de Monsieur Bernard CZECH, Maire

Le Maire de la ville d'Aubry certifie que la convocation du Conseil Municipal et le compte-rendu de la présente délibération ont été publiés sur le site de la ville, conformément à la loi

Conseillers en exercice :

**Etaient présents** : Bernard CZECH, Aline LAUTRIE, Didier SZYMANEK, Lydie VALLIN, Rudy CARLIER, Djamel BOUTECHICHE, Brahim NOUI, Christophe LOURDAUX, Françoise PLATEAU, Marie-Paule PLESSIS, Bernard MOREL, Corinne DESPREZ, Ludovic ALVAREZ, Isabelle DOGIMONT, Anne-Sophie TASZAREK, Nicolas SKRZYSZOWSKI, Peggy ARTISSON, Laëtitia DEVAUX, Mohamed GUENDOUZ, Freddy KACZMAREK

**Absent avant donné procuration** : Abdelmalik SINI à Djamel BOUTECHICHE, Dorothée LORTHIOS à Bernard MOREL, Chantal WAGON à Christophe LOURDAUX, Anne-Cécile LEVRAY à Rudy CARLIER, Amel SAIDI à Isabelle DOGIMONT, Alexandra DANIELCZYK à Freddy KACZMAREK

**Excusé** : Walid TRARI

**Absents** : Eric ZELAZNY, Miguel VALLADARES

**Madame Lydie VALLIN a été désignée secrétaire de séance**

**2 - DELIBERATION PONCTUELLE PORTANT CREATION D'UN EMPLOI NON PERMANENT POUR FAIRE FACE A UN BESOIN LIE A UN ACCROISSEMENT TEMPORAIRE D'ACTIVITE (EN APPLICATION DE L'ARTICLE L332-23-1° DU CODE GENERALE DE LA FONCTION PUBLIQUE) – SPORT, JEUNESSE ET FETES**

Monsieur Le Maire expose qu'aux termes de l'article L.313-1 du Code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant de la collectivité. Ainsi, il appartient à l'assemblée délibérante de déterminer l'effectif des emplois à temps complet et temps non complet nécessaire au fonctionnement des services.

Monsieur Le Maire rappelle que les collectivités locales peuvent ainsi recruter des agents contractuels sur des emplois non permanents sur la base de l'article L. 332-23 1° du code général de la fonction publique, afin de faire face à un accroissement temporaire d'activité.

Ces emplois non permanents ne peuvent excéder 12 mois pendant une même période de 18 mois consécutifs.

Vu le Code Général de la Fonction Publique, notamment ses articles L.2 et L.332-23-1°;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 1 ;

Vu le décret n°88-145 du 15 février 1988 modifié, pris pour l'application de l'article 136 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ;

Considérant qu'il est nécessaire de recruter 3 agents contractuels pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activité à savoir le renforcement du service des sports, le service jeunesse et le service fêtes.

Sur le rapport de Monsieur le Maire il est demandé à l'Assemblée Délibérante :

D'autoriser Monsieur le Maire à recruter des agents contractuels pour faire face à des besoins liés à un accroissement temporaire d'activité pour une période de 12 mois maximum pendant une période de 18 mois en application de l'article L332-23-1° du Code Général de la Fonction Publique,

De créer à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2026, 3 emplois non permanents pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activité dans les grades suivants :

- 2 postes d'adjoint technique relevant de la catégorie hiérarchique C à temps non complet pour une durée hebdomadaire de service de 20 heures.
- 1 poste d'adjoint d'animation relevant de la catégorie hiérarchique C à temps non complet pour une durée hebdomadaire de service de 28 heures.

Ces emplois non permanents seront occupés par 2 agents contractuels relevant de la catégorie C de la filière technique, du cadre d'emplois d'adjoint technique, au grade d'adjoint technique et 1 agent contractuel relevant de la catégorie C de la filière animation, du cadre d'emplois d'adjoint d'animation, au grade d'adjoint d'animation.

Les agents seront recrutés par voie de contrat à durée déterminée pour une durée de 12 mois maximum pendant une même période de 18 mois.

La rémunération des agents sera calculée par référence au grade d'adjoint technique, échelon 1 de l'échelle C1 et au grade d'adjoint d'animation, échelon 1 de l'échelle C1.

Les crédits correspondants sont inscrits au budget.

**Le Conseil Municipal,  
Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité,**

**Autorise** Monsieur le Maire à recruter des agents contractuels pour faire face à des besoins liés à un accroissement temporaire d'activité pour une période de 12 mois maximum pendant une période de 18 mois en application de l'article L332-23-1° du Code Général de la Fonction Publique,

**Accepte** de créer à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2026, 3 emplois non permanents pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activité dans les grades suivants :

- 2 postes d'adjoint technique relevant de la catégorie hiérarchique C à temps non complet pour une durée hebdomadaire de service de 20 heures.
- 1 poste d'adjoint d'animation relevant de la catégorie hiérarchique C à temps non complet pour une durée hebdomadaire de service de 28 heures.

Ces emplois non permanents seront occupés par 2 agents contractuels relevant de la catégorie C de la filière technique, du cadre d'emplois d'adjoint technique, au grade d'adjoint technique et 1 agent contractuel relevant de la catégorie C de la filière animation, du cadre d'emplois d'adjoint d'animation, au grade d'adjoint d'animation.

Les agents seront recrutés par voie de contrat à durée déterminée pour une durée de 12 mois maximum pendant une même période de 18 mois.

La rémunération des agents sera calculée par référence au grade d'adjoint technique, échelon 1 de l'échelle C1 et au grade d'adjoint d'animation, échelon 1 de l'échelle C1.

Les crédits correspondants sont inscrits au budget.

Le Maire :

- Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
  - Informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois à compter de la présente notification.
- Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

La Secrétaire de Séance

  
Lydie VALLIN



Pour copie conforme,  
Le Maire

  
Bernard CZECH